

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES  
ET DU BUDGET**

**Décret n° 2007 - 659 du 30 décembre 2007** portant autorisation de perception de recettes et ouverture de crédits provisoires applicables aux services de l'Etat pour le premier trimestre de l'année 2008.

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 1-2000 du 1<sup>er</sup> février 2000 portant loi organique relative au régime financier de l'Etat, notamment en son article 56 ;

Vu la loi n° 4-2007 du 11 mai 2007 portant loi de finances pour l'année 2007 ;

Vu le décret n° 2000-187 du 10 août 2000 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2007-615 du 30 décembre 2007 portant nomination des membres du Gouvernement.

Décète :

**Titre I : Disposition générale**

**Article premier :** Les recettes et les dépenses du budget général de l'Etat, ainsi que les opérations de trésorerie rattachées à l'exécution dudit budget, pour le premier trimestre de l'année 2008, sont réglées conformément aux dispositions du présent décret.

**Titre II : De la détermination des ressources et des charges**

**Chapitre 1 : Des dispositions relatives aux ressources**

**Section 1 : Des impôts et revenus autorisés**

**Titre III : Du budget de l'Etat**

**Chapitre 1 : Des ressources**

**Article 2 :** La perception des impôts, produits, revenus et taxes

parafiscales affectés à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements publics et aux organismes divers continuera d'être opérée pendant le premier trimestre de l'année 2008, conformément aux lois et règlements en vigueur.

## Section 2 : De l'autorisation de contracter

Article 3 : Pour la couverture des besoins de trésorerie au cours du premier trimestre de l'année 2008, le ministre de l'économie, des finances et du budget, par délégation du Président de la République, est autorisé à recourir, en cas de nécessité, aux avances de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale dans les conditions fixées par les statuts de cet établissement.

## Chapitre 2 : Des dispositions relatives aux charges

### Section : Des charges autorisées

Article 4 : En attendant l'adoption de la loi de finances pour l'année 2008, les charges du budget général de l'Etat sont provisoirement autorisées et arrêtées par mois, à hauteur de 1/12<sup>e</sup> des crédits ouverts au titre du budget 2007.

Article 5 : Les douzièmes provisoires s'appliquent uniquement aux dépenses du volet fonctionnement courant du budget de l'Etat.

Article 6 : En attendant les mesures nouvelles, les ressources du budget de fonctionnement de l'Etat, pour le premier trimestre 2008, sont recouvrées sur la base des dispositions de la loi n° 4 -2007 du 11 mai 2007 portant loi de finances pour l'année 2007.

## Chapitre 2 : Des charges

Article 7 : Les charges provisoires du budget de l'Etat, pour le premier trimestre 2008, correspondant aux 3/12<sup>èmes</sup> des crédits prévisionnels du budget de l'Etat 2007, sont arrêtées à la somme de Cent Vingt Huit Milliards Cinq Cent Soixante Quinze Millions (128 575 000 000) de francs CFA.

Ces charges sont réparties ainsi qu'il suit :

Personnel.....35.250.000.000  
Matériel .....32.525.000.000  
Charges communes .....9.250.000.000  
Transferts hors contribution .....51.550.000.000

Total dépenses .....**128.575.000.000**

Article 8 : La répartition des crédits provisoires ouverts pour le premier trimestre de l'année 2008, par ministère et par chapitre, est présentée en annexe du présent décret.

Article 9 : Les crédits ouverts par le présent décret deviennent automatiquement caducs dès la mise en exécution de la loi de finances de l'année 2008 et les engagements au titre des douzièmes provisoires sont automatiquement déduits du budget voté.

## Titre IV : Disposition finale

Article 10 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera publié au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Brazzaville, le 30 décembre 2007

Par le Président de la République,

Denis SASSOU N'GUESSO

Le ministre de l'économie, des finances  
et du budget,

Pacifique ISSOÏBEKA

## ANNEXES

### (TABLEAUX RECAPITULATIFS DES CHARGES PAR NATURE)

CODE	INSTITUTIONS ET MINISTERES	PREVISIONS 2007	3/12 <sup>èmes</sup> DU BUDGET 2008
12	Parlement	240 216 000	60 054 000
13	Présidence de la République	1 369 299 000	342 324 750
14	Primature, coordination action du Gouvernement	490 895 000	122 723 750
21	Présidence, chargé de la défense nationale, anciens combattants et mutilés de G.	29 773 747 000	7 443 436 750
23	Cour des Comptes	20 739 000	5 184 750
24	Sécurité et ordre public	12 097 993 000	3 024 498 250
30	Présidence, chargé de la coopération, action humanitaire et solidarité	64 946 000	16 236 500
31	Affaires étrangères et francophonie	9 492 162 000	2 373 040 500
32	Justice et droits humains	4 220 400 000	1 055 100 000
33	Communication, chargé des relations avec le Parlement	1 950 000 000	487 500 000
34	Administration du territoire et décentralisation	1 350 798 000	337 697 000
35	Plan et aménagement du territoire	1 012 400 000	238 100 000
36	Délégué chargé de l'aménagement du territoire	-	15 000 000
37	Construction, urbanisme et habitat	495 361 000	123 840 250
39	Energie et hydraulique	129 118 000	32 279 500
40	Pêche Maritime et Continentale chargé de l'aquaculture	273 983 000	68 495 750
41	Agriculture et élevage	2 280 365 000	570 091 250
42	Economie Forestière	1 031 785 000	257 946 250
43	Equipement et travaux publics	753 687 000	188 421 750
44	Transports et aviation civile	245 819 000	61 454 750
45	Développement industriel et promotion du secteur privé	518 175 000	129 453 750
46	Mines, industries minières et géologie	362 100 000	90 525 000
47	Présidence, chargé de la réforme foncière et préservation du domaine public	109 556 000	27 389 000
48	Hydrocarbures	182 224 000	45 556 000

51	Commerce, consommation et approvisionnement	472 500 000	118 125 000
52	Economie, finances et budget	7 023 666 000	1 755 916 500
54	PME, chargé de l'artisanat	435 292 000	108 823 000
56	Transports maritimes et marine marchande	435 500 000	108 875 000
57	Présidence, chargé de l'intégration sous-régionale et NEPAD	437 750 000	109 437 500
61	Enseignement primaire et secondaire, chargé alphabétisation	11 838 500 000	2 959 625 000
62	Enseignement supérieur	1 926 918 000	481 729 500
63	Culture et arts	437 500 000	109 375 000
64	Sports et jeunesse	532 000 000	133 000 000
65	Recherche scientifique et innovation technique	437 582 000	109 395 000
66	Tourisme et environnement	632 752 000	158 188 000
67	Promotion de la femme et intégration de la femme au développement	460 000 000	115 000 000
68	Enseignement technique et professionnel	3 735 000 000	933 750 000
71	Santé, affaires sociales et famille	15 864 548 000	3 966 137 000
72	Fonction publique et réforme de l'Etat	605 000 000	151 250 000
74	Travail, emploi et sécurité sociale	551 000 000	137 750 000
<b>TOTAL</b>		<b>130 100 000 000</b>	<b>32 525 000 000</b>

## 3. DEPENSES DE CHARGES COMMUNES

CODE	INSTITUTIONS ET MINISTERES	PREVISIONS 2007	3/12 <sup>ans</sup> DU BUDGET
<b>Matériel à l'Intérieur</b>			
	Frais de correspondance	200 000 000	50 000 000
	Frais de téléphone et communication	800 000 000	200 000 000
	Eau	1 700 000 000	425 000 000
	Electricité	2 300 000 000	575 000 000
	Frais d'acte et de contentieux	3 100 000 000	775 000 000
	Autres frais de fonctionnement général	2 660 000 000	665 000 000
	Divers audits	2 400 000 000	600 000 000
	Frais des services financiers et bancaires	7 000 000 000	1 750 000 000
	Prestations ORACLE/SYSTAF/SIDONIA	300 000 000	75 000 000
	Prestations OCI	1 200 000 000	300 000 000
	Prestations société immobilière de Gestion (SCIG)	90 000 000	22 500 000
	Frais de conférence	400 000 000	100 000 000
	Fêtes et cérémonies publiques	654 000 000	163 500 000
	Festivités à Brazzaville	1 000 000 000	250 000 000
	Transport des coopérants	150 000 000	37 500 000
	Autres charges non ventilées	1 582 000 000	395 500 000
	Frais de responsabilité civile de l'Etat	1 200 000 000	300 000 000
	Divers remboursements	150 000 000	37 500 000
	Dépenses Eventuelles et Imprévues	2 745 000 000	686 250 000
	<b>Sous total .....</b>	<b>29 631 000 000</b>	<b>7 407 750 000</b>
<b>Matériel à l'Etranger</b>			
	Frais d'études et de Formation	200 000 000	50 000 000
	Transport des coopérants	100 000 000	25 000 000
	Transport des effets des Etudiants	69 000 000	17 250 000
	<b>Sous total .....</b>	<b>369 000 000</b>	<b>92 250 000</b>
	<b>Total hors intérêt.....</b>	<b>30 000 000 000</b>	<b>7 500 000 000</b>
	Intérêts découverts BEAC	7 000 000 000	1 750 000 000
	<b>Total.....</b>	<b>37 000 000 000</b>	<b>9 250 000 000</b>

## 2- DEPENSES DE MATERIEL

CODE	INSTITUTIONS ET MINISTERES	PREVISIONS 2007	3/12 <sup>ans</sup> DU BUDGET 2008
13	Présidence de la République	31 000 000 000	7 750 000 000
14	Primature, coordination action du Gouvernement	1 700 000 000	425 000 000
21	Présidence, chargé de la Défense Nationale, anc. combattants et mutilés de G.	20 970 500 000	5 242 625 000
24	Sécurité et ordre public	6 049 750 000	1 512 437 500
30	Présidence, chargé de la coopération, action humanitaire et solidarité	752 850 000	188 162 500
31	Affaires étrangères et francophonie	4 442 500 000	1 110 625 000
32	Justice et droits humains	1 074 250 000	268 562 500
33	Communication, chargé des relations avec le Parlement	505 000 000	126 250 000
34	Administration du territoire et décentralisation	10 643 000 000	2 660 750 000
35	Plan et aménagement du territoire	871 250 000	217 812 500
36	Délégué, chargé de l'aménagement du territoire	-	75 000 000
37	Construction, urbanisme et habitat	455 250 000	113 812 500
39	Energie et hydraulique	439 850 000	109 962 500
40	Pêche maritime et continentale chargé de l'aquaculture	484 250 000	121 062 500
41	Agriculture et élevage	1 100 000 000	275 000 000
42	Economie forestière	433 300 000	108 325 000
43	Equipement et travaux publics	714 000 000	178 500 000
44	Transports et aviation civile	437 734 000	109 433 500
45	Développement industriel et promotion du secteur privé	437 158 000	109 289 500
46	Mines, industries minières et géologie	436 650 000	109 162 500
47	Présidence, chargé de réforme foncière et préservation du domaine public	436 000 000	109 000 000
48	Hydrocarbures	455 400 000	113 850 000
49	Postes et télécommunications, chargé des nouvelles technologies de la com.	436 000 000	109 000 000

49	Postes et télécommunications, chargé des nouvelles technologies de la com.	30 699 000	7 674 750
51	Commerce, consommation et approvisionnement	835 093 273	208 773 318
52	Economie, finances et budget	7 769 721 000	1 942 430 250
54	PME, chargé de l'artisanat	127 926 000	31 981 500
56	Transports maritimes et marine marchande	126 765 000	31 691 250
57	Présidence, chargé de l'intégration Sous-régionale et NEPAD	55 436 000	13 859 000
61	Enseignement, primaire, secondaire, chargé alphabétisation	40 568 771 000	10 142 192 750
62	Enseignement supérieur	389 609 000	97 402 250
63	Culture et Arts	459 202 000	114 800 500
64	Sports et jeunesse	1 047 549 000	261 887 250
65	Recherche scientifique et innovation technique	288 477 000	72 119 250
66	Tourisme et environnement	327 613 000	81 903 250
67	Promotion de la femme et intégration de la femme au développement	103 980 000	25 995 000
68	Enseignement technique et professionnel	3 578 377 000	894 594 250
71	Santé, affaires sociales et famille	13 412 970 727	3 353 242 682
72	Fonction publique et réforme de l'Etat	2 302 956 000	575 739 000
74	Travail, emploi et sécurité sociale	1 109 097 000	277 274 250
<b>TOTAL</b>		<b>141 000 000 000</b>	<b>35 250 000 000</b>

## 4. DEPENSES DE TRANSFERTS

CODE	INSTITUTIONS ET MINISTERES	PREVISIONS 2007	3/12 <sup>èmes</sup> DU BUDGET 2008
12	Parlement	20 276 487 030	5 089 121 758
13	Présidence de la République	2 579 500 000	644 875 000
14	Primature, coordination action du Gouvernement	495 000 000	123 750 000
15	Cour constitutionnelle	700 000 000	175 000 000
16	Conseil économique et social	1 250 000 000	312 500 000
17	Conseil supérieur de la magistrature	150 000 000	37 500 000
18	Cour suprême	225 000 000	56 250 000
19	Haute cour de justice	150 000 000	37 500 000
20	Commission nationale des droits de l'homme	600 000 000	150 000 000
21	Défense Nationale, anciens combattants et mutilés de guerre	105 000 000	26 250 000
22	Médiateur de la République	350 000 000	87 500 000
23	Cour des comptes	330 000 000	82 500 000
24	Sécurité et ordre public	1 560 000 000	390 000 000
25	Conseil supérieur de la liberté de communication	500 000 000	125 000 000
30	Présidence, chargé de la coopération, action humanitaire et solidarité	20 000 000	5 000 000
31	Affaires étrangères et francophonie	578 000 000	144 500 000
32	Justice et droits humains	545 000 000	136 250 000
33	Communication, chargé des relations avec le Parlement	559 000 000	139 750 000
34	Administration du territoire et décentralisation	36 887 112 970	9 221 778 243
35	Plan et aménagement du territoire	1 235 000 000	308 750 000
37	Construction, urbanisme et habitat	295 000 000	73 750 000
39	Energie et hydraulique	1 235 200 000	308 800 000
40	Pêche maritime et continentale chargé de l'aquaculture	183 842 000	45 960 500
41	Agriculture et élevage	4 271 846 000	1 067 961 500
42	Economie forestière	1 112 400 000	278 100 000
43	Equipement et travaux publics	451 600 000	112 900 000
44	Transports et aviation civile	527 850 000	131 962 500
45	Développement industriel et promotion du secteur privé	267 500 000	66 875 000
46	Mines, industries minières et géologie	130 000 000	32 500 000
47	Présidence, chargé de la réforme foncière et préservation du domaine public	132 000 000	33 000 000

48	Hydrocarbures	824 000 000	206 000 000
49	Postes et télécommunications, chargé des nouvelles technologies de la com.	1 460 000 000	365 000 000
51	Commerce, consommation et approvisionnement	604 000 000	151 000 000
52	Economie, finances et budget	67 541 434 000	16 885 358 500
54	PME, chargé de l'artisanat	500 000 000	125 000 000
56	Transports maritimes et marine marchande	54 500 000	13 625 000
57	Présidence, chargé de l'intégration sous-régionale et NEPAD	75 000 000	18 750 000
61	Enseignement primaire et secondaire, chargé de l'alphabétisation	2 895 223 000	723 805 750
62	Enseignement supérieur	17 848 000 000	4 462 000 000
63	Culture et arts	4 101 000 000	1 025 250 000
64	Sports et jeunesse	8 825 500 000	2 206 375 000
65	Recherche scientifique et innovation technique	1 421 000 000	355 250 000
66	Tourisme et environnement	276 000 000	69 000 000
67	Promotion de la femme et intégration de la femme au développement	275 000 000	68 750 000
68	Enseignement technique et professionnel	2 013 550 000	503 387 500
71	Santé, affaires sociales et famille	19 027 555 000	4 756 888 750
72	Fonction publique et réforme de l'Etat	350 000 000	87 500 000
74	Travail, emploi et sécurité sociale	405 900 000	101 475 000
<b>Total</b>		<b>206 200 000 000</b>	<b>51 550 000 000</b>